

HUMAN RIGHTS WATCH

Rwanda: dix leçons apprises

Ni commémoration, ni coup de flash sur la situation rwandaise d'aujourd'hui, ce texte de HRW analyse ce qui aurait pu se passer différemment il y a dix ans. Et d'en tirer des leçons pour l'avenir.

Texte intégral sous:
www.hrw.org/french/docs/2004/03/29/rwanda8321.htm

1. Stopper le génocide avant qu'il ne devienne un génocide.

Le génocide du Rwanda a débuté soudainement après le meurtre du Président mais les attitudes et les pratiques qui l'ont rendu possible se sont développées sur plusieurs années.

Pendant des décennies, le gouvernement a pratiqué une discrimination à l'encontre des Tutsi, le peuple qui allait être pris pour cible pendant le génocide. (...)

La communauté internationale, notamment les bailleurs nationaux et internationaux, ont occasionnellement exprimé leurs préoccupations sur la situation des droits humains mais ne sont pas parvenus à faire efficacement pression en faveur de la fin des abus ou des sanctions contre les coupables. Le massacre de centaines de personnes n'a suscité que peu de critiques et elles furent de courte durée. (...)

5. Obtenir des informations exactes sur les événements de terrain.

En 1994, les gouvernements les plus impliqués au Rwanda - la France, la Belgique et les Etats Unis - disposaient d'informations substantielles sur la situation sur le terrain mais ces pays n'ont partagé ces informations qu'avec un nombre limité d'acteurs. (...)

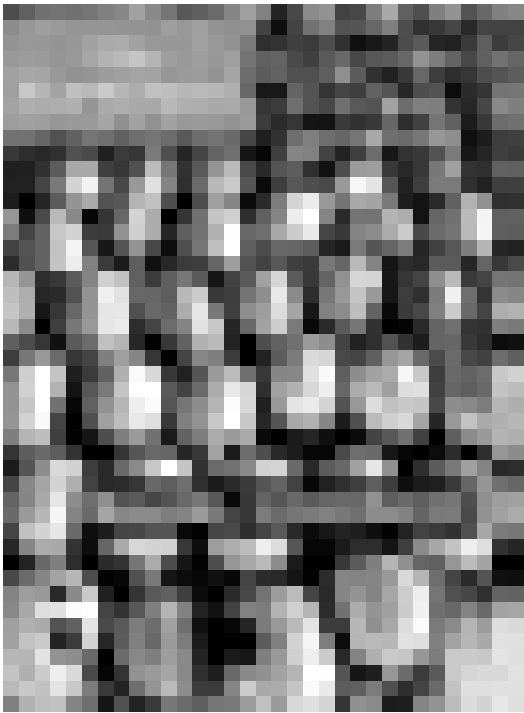
Un compte rendu exact, impartial et analytique du génocide rwandais aurait pu inciter le public à exiger du gouvernement une action plus énergique pour mettre un terme au massacre. Or, la couverture médiatique était limitée, superficielle et souvent empreinte de sensationnalisme. Les journalistes présentaient habituellement les meurtres comme découlant d'anciennes haines tribales plutôt qu'une tentative, dirigée par l'état pour exterminer les Tutsi. Les principaux organes de presse ont

accordé davantage d'attention aux problèmes des dettes sportives comme O.J. Simpson et Tonya Harding qu'au massacre délibéré de plus d'un demi-million de personnes.

6. Identifier et soutenir les opposants au génocide.

Initialement, un nombre important de Rwandais s'opposaient au génocide. Lorsque de potentiels chefs de la résistance, dont des officiels de l'armée, ont instamment demandé un soutien étranger pendant les premiers jours des massacres, celui-ci leur a été refusé. Les habitants du Centre et du Sud du Rwanda ont cependant continué de s'opposer au génocide sur une période allant de dix jours à deux semaines. Au lieu de soutenir ces résistants, le Conseil de sécurité a mis à mal leur action en réduisant l'effectif des soldats de maintien de la paix dont le nombre était déjà insuffisant.

Même la couverture du très sobre Economist rend hommage aux victimes du génocide rwandais ... non sans décocher quelques critiques à l'actuel gouvernement Kagamé en pages intérieures.



Les organisateurs du génocide se sont ensuite enhardis et ont décidé de déplacer la campagne de meurtres vers des régions restées jusqu'alors relativement pacifiques. Ils ont intensifié les pressions sur les résistants en envoyant sur place des membres de la milice en provenance d'autres régions où les meurtres se pratiquaient déjà, en ridiculisant ces résistants sur les ondes de la radio et en mutant des officiels locaux d'importance qui s'opposaient aux meurtres. Confrontés à cette pression à laquelle il était difficile de faire face et se sentant abandonnés par la communauté internationale, les résistants se sont cachés ou sont devenus des participants actifs au génocide.

7. Désigner un génocide par le terme exact de génocide et le condamner avec vigueur. S'engager à s'opposer en permanence à tout gouvernement impliqué dans un génocide, notamment en lui refusant toute assistance future.

(...) Agir ainsi au Rwanda aurait remis en question non seulement la légitimité du gouvernement mais également sa viabilité à long terme. Les Rwandais auraient peut-être été moins disposés à suivre les directives d'un gouvernement qui avait peu de chance de rester au pouvoir.

8. Imposer au gouvernement génocidaire un embargo sur les armes.

De nombreux meurtriers ont utilisé des machettes ou des armes fabriquées par leurs propres soins mais les soldats, la police nationale et des milliers de membres de la milice ont utilisé des armes à feu lorsqu'ils ont lancé des attaques contre des églises, des écoles, des hôpitaux et d'autres sites où s'étaient rassemblés des milliers de Tutsi. (...)

9. Faire pression sur tout gouvernement semblant soutenir le gouvernement génocidaire afin qu'il modifie sa politique.

Certains gouvernements, en particulier la France et plusieurs gouvernements africains, ont continué de soutenir le gouvernement rwandais pendant toute la durée du génocide. Ceci a limité l'impact de la condamnation prononcée par les autres gou-

vernements qui ont finalement pris position contre le massacre. (...)

10. Etre prêt à intervenir avec une force armée.

Les organisateurs du génocide rwandais étaient relativement peu nombreux mais ils contrôlaient trois unités militaires d'élite. Soutenus par ces forces, ils ont été en mesure d'exercer d'abord un contrôle sur d'autres unités de l'armée et de la police nationale puis sur le système administratif.

Lorsque la crise a débuté, les soldats de maintien de la paix des Nations unies ne disposaient ni du mandat, ni des effectifs nécessaires à une action efficace. Si leur mandat avait été élargi pour permettre une action offensive et s'ils avaient reçu le soutien des troupes d'élite françaises, belges et italiennes envoyées pour évacuer leurs propres citoyens, leurs forces combinées auraient pu bloquer l'effort des organisateurs du génocide visant à étendre leur contrôle sur d'autres sections des forces armées et de l'administration. Une intervention plus tardive aurait requis une force plus importante et aurait contribué à sauver un nombre plus limité de vies humaines mais une intervention, à quelque moment que ce soit, aurait limité le nombre de civils tués.

Les troupes françaises déployées dix semaines environ après le début du génocide ont sauvé au moins dix mille vies. Alors qu'elles devaient remplir des objectifs tant politiques qu'humanitaires - elles étaient censées soutenir l'armée rwandaise en difficulté ainsi que sauver des vies - elles ont fini par protéger des Tutsi menacés d'un massacre imminent.

Les génocides sont des phénomènes complexes, chacun ayant sa configuration particulière et sa dynamique propre. Ces dix leçons ne fourniront pas une réponse complète permettant de stopper le prochain génocide mais elles offrent un point de départ à ceux qui sont déterminés à agir pour la défense de notre humanité commune.

Human Rights Watch
29 mars 2004

TRANSFAIR-MINKA

Glaubwürdigkeit gefragt

Die NGO TransFair-Minka fordert von Luxemburgs Regierung eine aktivere Entwicklungspolitik und vor allem eine auf allen Ebenen nachhaltige.



Ein entfesselter Welthandel lässt große Teile der Weltbevölkerung in wirtschaftliche und soziale Krisen hineintrutschen. "Jede année 1.000 Milliarden de dollars sont dépensés dans l'armement, 350 milliards de dollars dans les subventions agricoles et 57 milliards dans l'aide au développement", a déclaré le Président de la Banque mondiale, James D. Wolfensohn, récemment devant le Sénat français. Selon l'Organisation pour la coopération et le développement (OCDE), les pays développés ont dépensé 57 milliards de dollars en aide au développement en 1994, soit 0,22% du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Bankgeheimnis versus Entwicklungshilfe?

Es bleibt die Frage, wie kohärent und glaubwürdig dagegen die Regierungspolitik Luxemburgs gegenüber den Ländern des Südens ist. Bankgeheimnis und Transaktionen dürfen auch auf diesem Finanzplatz nicht tabuisiert werden. "Dritte-Welt-Politik" beschränkt sich nicht nur auf das Entwicklungshilfebudget des "Ministère des Affaires étrangères - Direction de la coopération et de l'action humanitaire".

Transfair-Minka bedauert, dass in der vergangenen Legislaturperiode die Luxemburger Regierung keine Kohärenz zwischen den einzelnen Ministerien herstellen konnte, um die Entwicklungschancen der Dritte-Welt-Länder zu verbessern. Eine Koalition von Drittwelt- und Umweltor-

ganisationen sowie Gewerkschaften hatte beispielsweise nachdrücklich gefordert, dass Kriterien einer nachhaltigen Entwicklung bei der Reform der Gesetzgebung über die öffentlichen Ausschreibungen berücksichtigt werden müssten. Dieser Forderung wurde nicht Rechnung getragen!

Index für Entwicklungsengagement

Ziel einer Gesamtbilanz ist es daher, kritisch zu analysieren, wie sich die Politik der einzelnen Ministerien auf die Länder des Südens auswirkt. Das "Center for Global Development" hat beispielsweise einen "Index für Entwicklungsengagement" entwickelt, der bewertet, ob die Politik der reichen Nationen armen Ländern hilft oder schadet. Unter die Lupe genommen haben sie die Punkte: Auslandshilfe, Handel, Einwanderung, Investitionen, Friedenserhaltung und Umweltschutz.

Kommende Legislaturperiode müssten zudem Akzente in der Finanz-, Landwirtschafts-, Beschaffungs- und Umweltpolitik gesetzt werden.

Bei der Bewältigung der aktuellen Kaffeekrise, die die Lebensgrundlagen von mehr als 25 Millionen Kaffeeproduzenten zerstört, könnte Luxemburg eine aktive Rolle übernehmen, um einen Rettungsplan im Rahmen internationaler Institutionen zu fördern. Hierbei ist die Außenpolitik gefordert. Luxemburg könnte zudem im Rahmen bilateraler Entwicklungshilfe Programme zur Qualitätsverbesserung in den Zielländern fördern, um

so den Produzenten höhere Preise in Nischenmärkten wie dem Gourmet-, Bio- und Fair Trade-Bereich zu ermöglichen.

Auf EU-Ebene sollte sich Luxemburg für einen Exportstopp von subventionierten Produkten auf dem Weltmarkt einsetzen. Grund: durch den Export werden nationale Märkte in Dritte-Welt-Ländern zerstört und damit Lebens- und Arbeitsgrundlagen vieler Produzenten, die teilweise mit Entwicklungshilfegeldern aufgebaut wurden.

Der Gesetzgeber sollte sicherstellen, dass im Rahmen seiner eigenen Einkaufspolitik die Option zum Kauf von fair gehandelten Produkten aus der Dritten Welt konsequent genutzt wird. Vor allem aber gilt es durch eine Nachbesserung des Gesetzes zu den öffentlichen Ausschreibungen dafür zu sorgen, soziale und ökologische Kriterien verbindlich in das Gesetz einzuschreiben.

Entwicklungshilfe verstärkt

Letztlich hat eine Forderung von Transfair-Minka aber schon erste Früchte getragen. So hat das Kooperationsministerium eine qualitativ hochwertige Sensibilisierungskampagne durchgeführt, um für eine Akzeptanz der Entwicklungshilfe innerhalb der Bevölkerung zu sorgen. TransFair-Minka begrüßt auch, dass in den vergangenen Legislaturperioden der Beitrag der nationalen Entwicklungshilfe schrittweise auf derzeit 0,84 Prozent des Bruttosozialproduktes erhöht wurde. Damit hat Luxemburg ein jahrzehntelanges Versprechen der Industriestaaten eingelöst.

Transfair-Minka